



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service eau et risques  
Tél : 04 68 38 10 94  
Mél : ddtm-ser@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 7 avril 2023

Monsieur,

Par courrier du 10 mars 2023, vous sollicitez une dérogation exceptionnelle aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2023054-0001 du 23 février 2023, relatif à la mise en place de mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau liées à l'état de la ressource superficielle et des nappes souterraines.

La commune de Cabestany est inscrite dans la zone de gestion des Aspres où le niveau de gestion « Alerte renforcée » est atteint. En conséquence, certains usages de l'eau sont interdits et d'autres réglementés, comme listés à l'article 5 de l'arrêté pré-cité.

Sont interdits notamment, l'arrosage des espaces verts publics ou privés, des pelouses, des ronds-points, des massifs fleuris et des potagers.

Je suis conscient des conséquences de ces strictes mesures de restriction des usages de l'eau et nous travaillons pour trouver des solutions. Néanmoins la situation reste extrêmement tendue dans l'ensemble du département et il est nécessaire de protéger notre capacité à alimenter en eau potable la population.

Dans ce contexte et suite à l'examen de votre demande, je vous informe que la dérogation sollicitée pour l'arrosage des jardins familiaux à Cabestany est refusée.

.../...

Monsieur RIBO Nicolas  
66330 CABESTANY

Vous n'êtes donc pas autorisé<sup>1</sup> à procéder à l'arrosage des jardins familiaux à Cabestany.

Mon service reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

**Le Chef du Service de l'Eau  
et des Risques,**  
  
**Vincent DARMUZEY**

<sup>1</sup>La décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot 34063 Montpellier Cedex ; téléphone : 04 67 54 81 00) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Cette décision est notifiée à l'intéressé et publiée sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales pendant une durée de 3 mois.